

7^e Édition
Juin 2024

**CROSS
CHANNEL
INSTITUTE**
*for the promotion of Franco -
British sustainable prosperity*

Baromètre des Relations Économiques Franco-Britanniques

*2023 : Une année record pour les échanges
commerciaux franco-britanniques*



**FRANCO
BRITISH**
Chamber



Sommaire

| | |
|--|----|
| Notes et références | 4 |
| Évolution des échanges bilatéraux | 6 |
| Échanges de biens et de services 2023 | 7 |
| Échanges de biens | |
| <i>2023 : Principaux secteurs du commerce de biens</i> | 8 |
| <i>Évolution des échanges de biens entre 2022 et 2023</i> | 9 |
| Échanges de services | |
| <i>2023 : Principaux secteurs du commerce de services</i> | 10 |
| <i>Évolution des échanges de services entre 2022 et 2023</i> | 11 |
| Secteurs excédentaires | |
| <i>Secteurs excédentaires pour la France</i> | 12 |
| <i>Secteurs excédentaires pour le Royaume-Uni</i> | 13 |
| Analyse et perspectives | |
| <i>2023 : Une année record pour les échanges commerciaux franco-britanniques</i> | 14 |
| <i>Indications et perspectives pour 2024</i> | 17 |
| Investissements directs étrangers | 20 |
| Classement des partenaires commerciaux du Royaume-Uni | 21 |
| T1: Un début d'année 2024 timide pour les échanges de biens | 22 |

Avant-Propos



*Olivier Campenon,
Chairman of the Cross-Channel Institute,
CEO, Group Lefebvre*

Les relations économiques franco-britanniques sont essentielles au succès des deux pays et, plus largement, au développement de l'Europe. En ce sens, elles représentent une mesure fiable de la santé économique du continent.

C'est là l'objectif de notre baromètre. Publié par le Cross-Channel Institute*, il propose une compilation unique des chiffres clés illustrant les échanges commerciaux entre la France et le Royaume-Uni, et leurs analyses associées.

Au cours des 7 dernières années, notre **Baromètre des Relations Économiques Franco-Britanniques** est devenu une ressource incontournable pour les principaux acteurs économiques de nos deux pays. Il fournit non seulement un aperçu de la situation actuelle, mais aide également nos adhérents et partenaires à prendre des décisions stratégiques concernant l'implantation d'entreprises et leur développement économique et industriel des deux côtés de la Manche.

En résumé, le Baromètre a enregistré un nouveau record de 121 milliards d'euros (105 milliards de livres) d'échanges commerciaux entre les deux pays en 2023, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2022. Notez que 2022 avait déjà été une année exceptionnelle, avec une augmentation de 13 % des niveaux d'échanges économiques entre la France et le Royaume-Uni par rapport à 2019, précédente année record en termes d'échanges commerciaux entre nos deux pays. Ceci a été réalisé dans un environnement géopolitique incertain, complexe et instable, marqué par le dérèglement climatique, les bouleversements électoraux et les conflits en Europe et au Moyen-Orient.

Poursuivant la tendance de l'année dernière, la France affiche un excédent dans les exportations de biens, tandis que le Royaume-Uni reste leader dans les services. Ces chiffres sont particulièrement encourageants. Notamment, l'inflation revient à des niveaux convenables et les coûts de l'énergie sont en baisse, deux facteurs qui avaient précédemment eu des impacts significatifs sur les résultats.

Cette année, M. Chantana Sam – économiste à HSBC Continental Europe et membre actif de la Chambre de Commerce franco-britannique – nous fait bénéficier de son analyse prospective. Il partage avec nous un aperçu des tendances économiques à moyen terme et les défis qui attendent nos entreprises dans les mois à venir tels que la cybersécurité et la cyber-résilience, la sécurisation de nos approvisionnements énergétiques et le développement de l'intelligence artificielle.

Cette publication ne prétend pas couvrir de manière exhaustive tous les enjeux auxquels sont confrontés nos deux pays, mais il contribue à fournir une base d'information fiable et essentielle pour maintenir un environnement favorable au développement du commerce transmanche.

* Le Cross-Channel Institute est le think-tank indépendant et apolitique de la Chambre de Commerce franco-britannique.

Notes et références

- 1 La source de données provient de l'Office des statistiques nationales du Royaume-Uni (ONS).

Services

<https://www.ons.gov.uk/businessindustryandtrade/internationaltrade/datasets/uktradeinserviceservicetypebypartnercountrynonseasonallyadjusted>

Exportations de biens

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradecountrybycommodityexports>

Importations de biens

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradecountrybycommodityimports>

Biens et services

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradegoodsandservicespublicationtables>

- 2 Les dernières données comprennent les échanges entre janvier 2022 et décembre 2023.

- 3 Tous les chiffres sont exprimés en prix courants (non corrigés de l'inflation), sauf indication contraire.

- 4 La variation annuelle en pourcentage (%) est calculée sur une base nominale et n'est pas corrigée des variations saisonnières.

- 5 Ce rapport étant destiné à un public majoritairement français, la méthodologie adoptée consiste à convertir les données commerciales du Royaume-Uni de la livre sterling (£) en euros (€) en utilisant le taux de change annuel moyen pour l'année, tel que publié par la Banque Centrale Européenne (BCE).

https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/eurofxref-graph-gbp.fr.html

| TAE | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1GBP = EURO | 1,13925 | 1,12397 | 1,16333 | 1,17266 | 1,14970 |
| Variations | | - 1,3 % | 3,5 % | 0,8 % | -2 % |

6 Après une décennie d'inflation relativement faible, en 2022 et 2023 la reprise économique post-Covid et la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie se sont traduites par une hausse des prix.

En outre, les statistiques commerciales ont connu des niveaux élevés de volatilité depuis la mise en œuvre de l'accord commercial et de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE (TCA) et des perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial (par exemple, la pénurie de semi-conducteurs). Il est donc difficile de distinguer les effets prix/mixité/volume sur le commerce. Il convient donc d'être prudent dans l'interprétation de ces sources de données.

Les chiffres de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente* sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------|------------------------|------|------|------|------|------|
| RU | Inflation globale | 1,8 | 0,9 | 2,6 | 9 | 7,4 |
| | Inflation sous-jacente | 1,7 | 1,4 | 2,4 | 5,9 | 6,2 |
| France | Inflation globale | 1,1 | 0,5 | 1,6 | 5,2 | 4,9 |
| | Inflation sous-jacente | 0,8 | 0,6 | 1,1 | 3,8 | 5,1 |

7 Le classement des partenaires commerciaux du Royaume-Uni (page 21) et les données trimestrielles sur les échanges de biens (page 22) sont publiés et présentés en livres sterling (£).

8 Définitions:

Importations du Royaume-Uni – Biens et services produits ou obtenus au Royaume-Uni et vendus à la France (du Royaume-Uni vers la France).

Exportations françaises – Biens et services vendus au Royaume-Uni, qui ont été produits ou obtenus en France (de la France vers le Royaume-Uni).

Commerce total ou « bilatéral » – Valeur totale des échanges commerciaux entre la France et le Royaume-Uni (importations plus exportations).

Balance commerciale – différence entre les exportations et les importations, calculée par la différence entre les exportations de la France et les importations du Royaume-Uni.

Excédent commercial – montant par lequel la valeur des exportations d'un pays dépasse la valeur de ses importations.

Déficit commercial – montant par lequel la valeur des importations d'un pays dépasse la valeur de ses exportations.

Les statistiques sont données sur la base de la balance des paiements (changement de propriété).

*L'**inflation globale** concerne tous les produits, services et biens de l'économie, tandis que l'**inflation sous-jacente** exclut les prix volatils des carburants et des denrées alimentaires. La poussée de l'inflation globale en 2022 reflète largement les effets inflationnistes des prix élevés de l'énergie qui se répercutent sur les prix des denrées alimentaires et des produits de base et, plus généralement, sur l'ensemble de l'économie.

Évolution du Commerce Bilatéral

Échanges
commerciaux
bilatéraux



€121 =£105
Mrds
Milliards en 2023*

de biens et services ont été échangés entre la France et le Royaume-Uni en 2023, ce qui représente une augmentation nominale de 9 % par rapport à 2022.

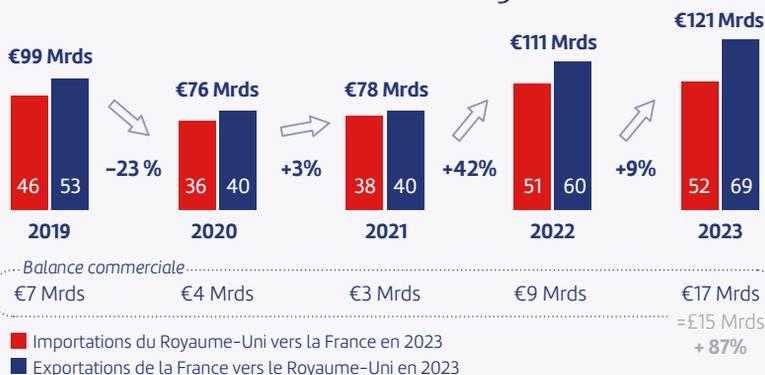


Importations du Royaume-Uni
vers la France en 2023 (+ 2 %)



Exportations de la France
vers le Royaume-Uni en 2023 (+ 15 %)

Flux commerciaux France - Royaume-Uni



En 2023, le commerce bilatéral poursuit sa trajectoire de croissance pré-covid, en hausse de 9 % d'une année sur l'autre, illustrant la solidité de la relation commerciale historique entre la France et le Royaume-Uni. Les exportations françaises vers le R.U affichant une croissance globale plus forte que les importations du Royaume-Uni vers la France. L'excédent commercial français a atteint un niveau record de 17 milliards d'euros (+87 %).

***Note :** Dès le départ, il convient de se référer aux augmentations en pourcentage sur une base « nominale » (c'est-à-dire sans ajustement des effets de l'inflation, des taux de change, etc.).

2023 : Échanges de biens et de services



Biens

€75 Mrds = £65 Mrds

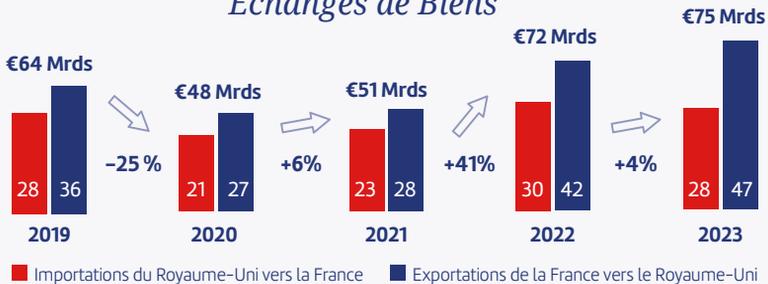


Services

€46 Mrds = £40 Mrds

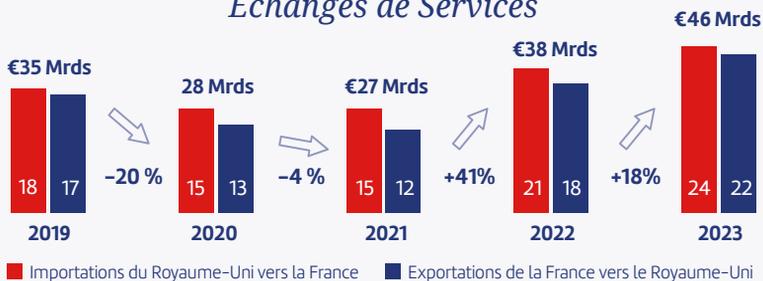


Échanges de Biens



La France a renforcé son avance en matière d'échanges de biens, avec des exportations vers le R.U atteignant 47 milliards d'euros en 2023, soit une hausse de 12 % en termes nominaux, générant un excédent commercial de 19 milliards d'euros. Les importations de biens en provenance du Royaume-Uni ont diminué de 7 % pour atteindre 28 milliards d'euros, principalement en raison de la baisse des exportations d'énergie, les marchés s'étant remis de la crise énergétique de 2022. Si l'on exclut le secteur de l'énergie, les importations de biens du Royaume-Uni vers la France ont augmenté de 4 %.

Échanges de Services



Les échanges bilatéraux de services ont augmenté de 18 % en valeur nominale pour atteindre 46 milliards d'euros, grâce à une forte demande dans tous les secteurs. Les importations britanniques de services vers la France ont augmenté de 12 %, confirmant la position dominante du Royaume-Uni dans ce domaine. Toutefois, les exportations de services de la France vers le Royaume-Uni ont augmenté de 22 % pour atteindre 22 milliards d'euros, réduisant l'excédent britannique à moins de 2 milliards d'euros.

2023 : Principaux secteurs du **commerce de biens**



€75 Mrds
Échanges de biens
en 2023

+ 4%
versus 2022



Machines et matériel de transport
dont l'aéronautique et l'automobile.

12,4
18,8

€31,2 Mrds
↑ +24 %



Produits chimiques
dont produits pharmaceutiques,
produits de nettoyage...

3,9
6,7

€10,6 Mrds
↑ +1 %



Divers produits manufacturés
dont bijouterie, vêtements et
accessoires, meubles...

3,6
5,4

€8,9 Mrds
↓ -1%



Agriculture et élevage
dont céréales, pêche,
produits laitiers...

2,5
5,1

€7,6 Mrds
↑ +5 %



Fabrication de matériaux
dont acier, fer, papier, cuir...

2,2
4,4

€6,6 Mrds
↓ -7%



Énergie
dont pétrole, électricité, gaz...

2,2
2,3

€4,5 Mrds
↓ -29%



Boissons et tabac

0,9
3,2

€4,1 Mrds
↑ +1 %



Autres
dont matières brutes, huiles et graisses
animales et végétales, divers...

0,6
0,9

€1,5 Mrds
↓ -3%

↑ Changements par rapport à 2022

■ Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)

■ Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

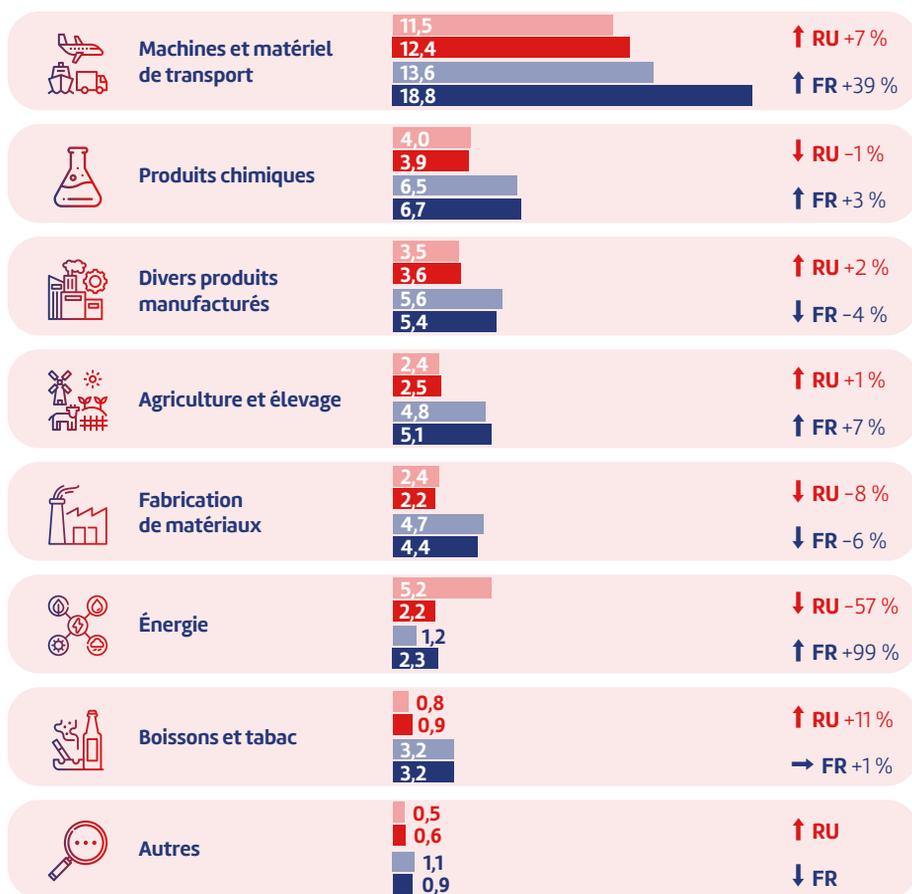
Évolution des échanges de biens entre 2022 et 2023

Malgré la baisse des échanges en matière d'énergie, les échanges globaux ont progressé de 4 %, grâce à la reprise de l'industrie manufacturière ainsi qu'à l'ajustement des chaînes d'approvisionnement qui avaient été durement perturbées en 2022 (notamment la pénurie de semi-conducteurs).

Les importations de biens du Royaume-Uni vers la France ont chuté de 7 % pour atteindre 28 milliards d'euros, principalement en raison de la baisse des exportations d'énergie. La production d'énergie nucléaire française s'étant redressée et les prix de l'électricité étant revenus à leurs niveaux d'avant la crise.

Si l'on exclut le commerce de l'énergie, les importations de biens britanniques ont augmenté dans la plupart des secteurs, y compris les boissons. La France est désormais le premier importateur européen de boissons en provenance du Royaume-Uni.

Les exportations de biens de la France vers le Royaume-Uni ont augmenté pour atteindre 47 milliards d'euros en 2023, soit une hausse de 12 % par rapport à 2022. Ceci est dû à la forte croissance constatée dans le secteur des machines et d'équipements de transport (+39 %), qui bénéficie d'une politique industrielle française avantagieuse et de décisions favorables en matière de capital-investissement.



Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros) ■ 2023 ■ 2022
Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros) ■ 2023 ■ 2022

2023 : Principaux secteurs du **commerce de services**



€46 Mrds
Échanges de services
en 2023

+ 18%
versus 2022

↑ Changements par rapport à 2022

■ Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)
■ Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)



Services aux entreprises
dont le conseil en gestion, les services juridiques, la comptabilité, la publicité, la R&D, etc.



€13,1 Mrds
↑ +17 %



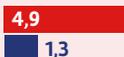
Voyages et tourisme*
dont les voyages d'affaires et le tourisme



€11,5 Mrds
↑ +36 %



Services financiers



€6,2 Mrds
↓ -8 %



Technologies
dont les télécommunications et les services informatiques



€4,1 Mrds
↑ +1 %



Services de transport
Maritime, aérien ou ferroviaire



€3,6 Mrds
↑ +31 %



Propriété intellectuelle



€2,6 Mrds
↑ +22 %



Assurances et retraites



€2,4 Mrds
↑ +70 %



Divers dont l'industrie manufacturière, l'entretien et la réparation, la construction, les services personnels et de loisirs, et les services publics



€2,4 Mrds
↑ +20 %

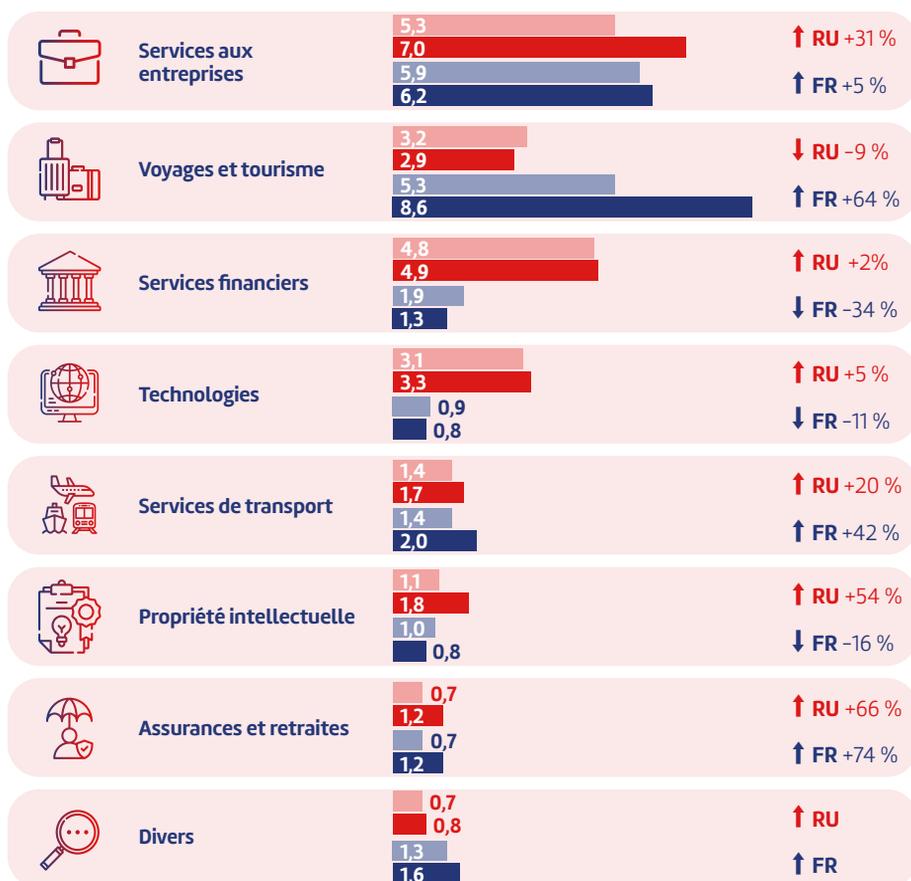
* Les « recettes » ou exportations de voyages couvrent les biens et services (hors transports internationaux) que les visiteurs non-résidents achètent en France, y compris lors de voyages d'une journée (frontaliers, passagers en transit, etc.) et quel qu'en soit le motif (affaires, agrément, détachement et travail détaché, études internationales, soins médicaux, résidences secondaires, etc.) De même, les « paiements » de voyage ou importations couvrent les achats effectués par les résidents français à l'étranger.

Évolution des échanges de services entre 2022 et 2023

Les échanges de services s'élèvent à 46 milliards d'euros en 2023, en hausse de 18 % par rapport à 2022, avec une croissance dans pratiquement tous les secteurs, reflétant la création d'une nouvelle dynamique économique des échanges. Les importations de services du Royaume-Uni vers la France ont augmenté de 12 %, reflétant la domination du Royaume-Uni dans ce domaine. Cependant, les exportations de services de la France vers le Royaume-Uni ont augmenté de 22 % pour atteindre 22 milliards d'euros, réduisant ainsi l'excédent du Royaume-Uni vis-à-vis de la France.

La force du Royaume-Uni dans les domaines des services financiers, de la technologie et des télécommunications, ainsi que dans les autres services aux entreprises, reflète sa position de deuxième exportateur mondial de services après les États-Unis. En 2023, les services ont représenté 46 % des importations en provenance du Royaume-Uni vers la France, soit le niveau le plus élevé au cours des cinq dernières années.

La croissance des exportations de services de la France vers le Royaume-Uni est principalement due à un niveau record de voyages et de tourisme, en hausse de 64 % pour atteindre 8,6 milliards d'euros. Dans le même temps, les services de transport ont augmenté de 42 % et les services aux entreprises de 5 %.



Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros) ■ 2023 ■ 2022
 Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros) ■ 2023 ■ 2022

Secteurs excédentaires pour la France



Machines et matériel de transport

€ 31,2 Mrds

| | |
|---------------------------|-----------|
| Importations: € 12,4 Mrds | ↑ + 7 % |
| Exportations: € 18,8 Mrds | ↑ + 39 % |
| Excédent: € 6,4 Mrds | ↑ + 214 % |

Les machines et les équipements de transport sont le secteur commercial le plus important, représentant 26 % du total des échanges franco-britanniques. Les exportations de la France, qui ont presque doublé en 2022 pour atteindre 13,6 milliards d'euros, ont continué de croître en 2023, atteignant 18,8 milliards d'euros (+39 %), bénéficiant de politiques industrielles et de capital-investissement favorables mises en place par la France. Les avions, les véhicules routiers, les générateurs d'électricité et les machines mécaniques ont été les principaux segments d'exportation, générant un excédent français de 6,4 Mrds €, en hausse de 214 %.



Voyages et tourisme*

€ 11,5 Mrds

| | |
|--------------------------|-----------|
| Importations: € 2,9 Mrds | ↓ - 9 % |
| Exportations: € 8,6 Mrds | ↑ + 64 % |
| Excédent: € 5,7 Mrds | ↑ + 176 % |

L'année 2023 a été marquée par une forte reprise du secteur des voyages et du tourisme, qui a atteint 11,5 milliards d'euros, notamment grâce aux dépenses (exportations) des visiteurs britanniques en France, en hausse de 64 % par rapport à 2022. Les recettes provenant des visiteurs français au Royaume-Uni (importations), qui avaient connu une forte croissance en 2022, ont reculé de 9 %, mais sont restées bien supérieures aux niveaux historiques. Cette évolution s'explique par une baisse des voyages d'affaires, tandis que les voyages personnels sont restés stables.



Produits chimiques et pharmaceutiques

€ 10,6 Mrds

| | |
|--------------------------|---------|
| Importations: € 3,9 Mrds | ↓ - 1 % |
| Exportations: € 6,7 Mrds | ↑ + 3 % |
| Excédent: € 2,8 Mrds | ↑ + 9 % |

Les échanges de produits chimiques et pharmaceutiques ont augmenté d'à peine 1 % pour atteindre 10,6 milliards d'euros. Les importations en provenance du Royaume-Uni ont baissé de 1 % pour s'établir à 3,9 milliards d'euros, tandis que les exportations de la France ont continué de croître de 3 % pour atteindre 6,8 milliards d'euros. La France reste un exportateur majeur de produits chimiques vers le Royaume-Uni.



Aliments et animaux vivants

€ 7,6 Mrds

| | |
|--------------------------|----------|
| Importations: € 2,4 Mrds | ↑ + 1 % |
| Exportations: € 5,1 Mrds | ↑ + 7 % |
| Excédent: € 2,7 Mrds | ↑ + 13 % |

En 2023, le commerce global de l'agriculture et de l'élevage atteint 7,6 milliards d'euros, en hausse de 5 % par rapport à 2022. La baisse des exportations de fruits et légumes, de poissons et de bétail due à l'application des contrôles frontaliers entre le Royaume-Uni et l'UE a été plus que compensée par la forte croissance des exportations de préparations à base de viande, de sucre, de thé, de café et de cacao. Les exportations totales de la France ont augmenté de 7 % pour atteindre 5,1 Mrds d'euros, générant un excédent de 2,7 Mrds d'euros.



Boissons et tabac

€ 4,1 Mrds

| | |
|--------------------------|----------|
| Importations: € 0,8 Mrds | ↑ + 11 % |
| Exportations: € 3,2 Mrds | ↓ - 27 % |
| Excédent: € 2,3 Mrds | ↓ - 36 % |

À l'exception d'une légère baisse des échanges en 2020, le secteur des boissons a toujours été en constante augmentation en matière d'échanges. En 2023, les importations en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 11 % pour atteindre 0,9 milliard d'euros, faisant de la France le premier importateur européen de boissons en provenance du Royaume-Uni.

↑ Changements par rapport à 2022

- Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)
- Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

* Les « recettes » ou exportations de voyages couvrent les biens et services (hors transports internationaux) que les visiteurs non-résidents achètent en France, y compris lors de voyages d'une journée (frontaliers, passagers en transit, etc.) et quel qu'en soit le motif (affaires, agrément, détachement et travail détaché, études internationales, soins médicaux, résidences secondaires, etc.) De même, les « paiements » de voyage ou importations couvrent les achats effectués par les résidents français à l'étranger.

Secteurs excédentaires pour le Royaume-Uni



Services Financiers

€ 6,2 Mrds

Importations : € 4,9 Mrds ↑ + 2 %

Exportations : € 1,3 Mrds ↓ - 34 %

Excédent : € 3,6 Mrds ↑ + 27 %

Avec 4,9 milliards d'euros d'importations vers la France, les services financiers sont un secteur excédentaire traditionnel et majeur pour le Royaume-Uni, représentant 21 % de tous les services britanniques exportés vers la France. En 2023, les importations britanniques vers la France ont augmenté de 2 %, tandis que les exportations depuis la France ont diminué de 34 % sur une base nominale pour atteindre 1,3 milliard d'euros, inversant ainsi la hausse de l'année précédente. L'excédent commercial du Royaume-Uni a augmenté pour atteindre 3,6 milliards d'euros.



Technologies et Télécommunications

€ 4,1 Mrds

Importations : € 3,3 Mrds ↑ + 5 %

Exportations : € 0,8 Mrd ↓ - 11 %

Excédent : € 2,4 Mrds ↑ + 9 %

Après la forte croissance du secteur en 2022, les échanges globaux dans le domaine des technologies et des télécommunications sont restés globalement stables en 2023, à 4,1 milliards d'euros. Toutefois, le Royaume-Uni a continué de bénéficier d'une hausse de l'activité, qui a augmenté de 5 % pour atteindre 3,3 milliards d'euros (14 % des importations de services du Royaume-Uni), tandis que les exportations de la France ont diminué de 11 % pour atteindre 0,8 milliard d'euros.



Propriété Intellectuelle

€ 2,6 Mrds

Importations : € 1,8 Mrds ↑ + 54 %

Exportations : € 0,8 Mrd ↓ - 16 %

Excédent : € 0,8 Mrd ↑ + 428 %

Le Royaume-Uni est l'un des principaux fournisseurs de services de propriété intellectuelle. Les importations vers la France ont augmenté de 54 % en 2023 pour atteindre 1,8 milliard d'euros, générant un excédent proche de 1 milliard d'euros. Les progrès rapides de l'intelligence artificielle ont entraîné une demande croissante de protection de la propriété intellectuelle.



Autres services aux entreprises

€ 13,1 Mrds

Importations : € 7,0 Mrds ↑ + 31 %

Exportations : € 6,2 Mrds ↑ + 5 %

Excédent : € 0,8 Mrd ↑ + 247 %

Généralisant 13,1 milliards d'euros d'échanges bilatéraux en 2023, les autres services aux entreprises, qui comprennent les services de conseil en gestion, les services techniques et les services liés au commerce, constituent le segment le plus important, représentant 30 % des importations de services britanniques et 27 % des exportations de services français. Les importations de services aux entreprises du Royaume-Uni ont augmenté de 31 % pour atteindre 7 milliards d'euros, annulant l'excédent français de 2022 et générant un excédent britannique de 0,8 milliard d'euros.

Focus Énergie



Pour rappel, en 2022, le marché de l'énergie a été fortement perturbé par trois facteurs : la reprise économique post-covid qui a entraîné une forte croissance de la demande d'énergie, les sanctions économiques imposées à la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine et les arrêts imprévus de la production d'énergie nucléaire en France. Tous ces facteurs ont fait grimper les prix de l'énergie à des niveaux record. Au lieu d'être un exportateur net d'électricité vers le Royaume-Uni, la France a dû importer de l'électricité à des taux de marché élevés, et les importations d'énergie en provenance du Royaume-Uni ont donc plus que triplé. La reprise de la production nucléaire française à l'automne et la normalisation des prix du marché ont permis d'inverser cet effet en 2023.

Analyse et Perspectives



Chantana SAM
Economist, HSBC Continental Europe

2023 : Une année record pour les échanges commerciaux franco-britanniques

L'année 2023 a été une année difficile pour le commerce mondial. Les échanges commerciaux (somme des importations et des exportations mondiales) ont reculé de 2 % en valeur, après une hausse de 13 % en 2022. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis 2020, année marquée par le début de la pandémie.

Cette baisse est principalement portée par les échanges de biens (-5 % en 2023, après +13 % en 2022) tandis que les échanges de services résistent mieux (hausse de 9 % après +15 % en 2022). Si l'on exclut l'impact de l'inflation mondiale (environ 6 % en 2023, contre 8 % en 2022), la situation des échanges de biens n'est pas très différente : le volume des échanges mondiaux a diminué de 1 % en 2023, après une hausse de 4 % en 2022.

Cette contraction reflète en grande partie la rotation des dépenses de consommation des biens vers les services, en raison de la réouverture postpandémique de l'économie. Cette évolution a également conduit les entreprises mondiales à réduire leurs stocks de marchandises, ce qui a contribué à la baisse du volume des échanges mondiaux de biens. Cette faiblesse n'a pas été compensée par la reprise de la consommation de services, celle-ci étant généralement moins intensive en échanges que la consommation de biens.

L'Europe n'a pas été épargnée par ces tendances décevantes. Le commerce européen est resté stable en valeur en 2023, après avoir augmenté de 11 % l'année précédente. Là encore, les échanges de biens (-4 % en 2023, après 12 % en 2022) en sont les principaux responsables. En revanche, les échanges de services ont bien résisté (hausse de 10 % après 11 % en 2022).

L'évolution du **commerce français** est relativement proche des tendances observées au niveau européen. Les échanges français ont diminué de 1 % pour atteindre 1992 milliards d'euros en 2023, en raison de la stagnation des exportations et de la baisse des importations (-2 %). Les échanges de biens ont diminué de 4 %, en raison d'une forte baisse des importations (-7 %). À l'inverse, les échanges de services ont augmenté de 2 % grâce à une hausse des importations (+11 %).

Le déficit commercial français a été ramené à 56 milliards d'euros en 2023, après le niveau record de 74 milliards d'euros atteint l'année précédente. Cette baisse du déficit s'explique par la diminution des importations et la relative stabilité des exportations.

Dans le détail, le déficit des échanges de biens a nettement diminué, même s'il est resté élevé à 100 Mrds € (après 156 Mrds € en 2022). Il reflète notamment un moindre déficit sur l'énergie, en raison de la normalisation progressive de la production française d'électricité.

Les exportations de matériels de transport se sont également nettement redressées (notamment pour le secteur aéronautique), mais c'est aussi le cas des importations, notamment de véhicules électriques.

Dans le même temps, l'excédent des échanges de services a nettement diminué, passant de 46 milliards d'euros en 2022 à 11 milliards d'euros en 2023. Il reflète en grande partie une forte baisse de la balance commerciale des services de transport (- 3 Mrds €, contre 28 Mrds € en 2022), due à la diminution des exportations et à l'augmentation des importations. Cette tendance reflète probablement la reprise des voyages internationaux vers davantage de régions en 2023, en particulier vers l'Asie. Au-delà des services de transport, les importations françaises de services aux entreprises ont également fortement augmenté.

Le commerce bilatéral franco-britannique a tendance à être plus dynamique que la tendance générale observée pour l'Europe, ce qui souligne la forte relation commerciale entre les deux économies.



En effet, en 2023, les échanges franco-britanniques de biens et de services ont continué à progresser et ont **atteint un nouveau record de 121 milliards d'euros**, en hausse de 9 % par rapport à 2022. Les exportations de la France vers le Royaume-Uni ont été particulièrement dynamiques, augmentant de 15 % sur l'année et atteignant 69 milliards d'euros. Les importations vers la France en provenance du Royaume-Uni ont augmenté plus modérément, de 2 %, pour atteindre 52 milliards d'euros. En conséquence, l'excédent commercial français a augmenté de 87 % pour atteindre un niveau record de 17 milliards d'euros, reflétant un excédent plus élevé pour les échanges de biens (19 milliards d'euros, en hausse de 63 %). La balance des services est restée déficitaire, mais ce déficit a en fait diminué de 45 % sur l'année, pour s'établir à 1 milliard d'euros.



Si l'on entre dans les détails, la hausse des exportations de la France vers le Royaume-Uni a été tirée à la fois par les biens (+12 %) et par les services (+22 %).

Les exportations de biens ont été particulièrement soutenues par les **exportations de machines et de matériel de transport**, qui ont augmenté de 39 % sur l'année grâce aux ventes des véhicules routiers et d'aéronefs (ces deux postes ont expliqué environ 70 % de la hausse des exportations dans le secteur). Les exportations d'aéronefs ont été soutenues en particulier par les ventes de satellites de télécommunications, mais d'autres articles tels que les hélicoptères et les pièces détachées d'aéronefs ont également contribué à la forte hausse des exportations. En ce qui concerne les véhicules routiers, la vigueur des exportations a été relativement généralisée et a concerné à la fois les voitures, les camions et les tracteurs.



Les bons résultats des exportations de matériel de transport ont été observés pour l'ensemble des exportations françaises, et pas seulement pour celles à destination du Royaume-Uni. Elle reflète principalement deux facteurs. D'une part, les contraintes d'approvisionnement apparues pendant la pandémie, en particulier les pénuries de certains composants clés comme les puces, se sont nettement atténuées. D'autre part, l'impact négatif de la crise énergétique sur la production industrielle s'est atténué, compte tenu de la forte baisse des prix du gaz et de l'électricité. Ces facteurs ont également soutenu les importations de machines et de matériel de transport en France en provenance du Royaume-Uni, mais dans une moindre mesure, puisque ces importations ont augmenté d'environ 10 %.

En dehors des équipements de transport, la normalisation des échanges d'énergie a également joué un rôle important dans l'augmentation de l'excédent commercial de la France sur les échanges de biens avec le Royaume-Uni. En effet, en 2022, les multiples problèmes entravant la production d'électricité française (en particulier les opérations de maintenance et de réparation d'une grande partie des 56 réacteurs nucléaires situés dans le pays) ont entraîné une hausse des importations d'énergie en provenance d'autres pays, y compris le Royaume-Uni. Le retour progressif à la normale de la production d'électricité française a permis de normaliser les flux commerciaux en 2023. Les exportations de combustibles de la France vers le Royaume-Uni ont presque doublé au cours de l'année, grâce aux fortes contributions des produits pétroliers et de l'électricité. Dans le même temps, les importations de combustibles vers la France en provenance du Royaume-Uni ont chuté d'environ 56 %, en raison des produits pétroliers, du gaz et de l'électricité.



En ce qui concerne **les services**, la hausse des exportations de la France vers le Royaume-Uni a été largement alimentée par les **secteurs du voyage et du transport** (en hausse respectivement de 64 % et 42 % sur l'année). Cela reflète la normalisation en cours des voyages du Royaume-Uni vers la France (à la fois pour le tourisme et les affaires) après les perturbations dues à la pandémie. Les nuitées hôtelières en France de la clientèle britannique ont dépassé les 12 millions en 2023, en hausse d'environ 46 % par rapport à 2022.

Parallèlement, les importations en France en provenance du Royaume-Uni ont augmenté pour les services de transport (+20 %) mais ont diminué pour les services de voyage (-9 %). Les séjours des Français au Royaume-Uni ont augmenté d'environ 12 % sur l'année (dépassant les 3 millions), mais les dépenses des résidents français sur place ont augmenté moins rapidement (+4 %), ce qui indique une baisse de la dépense moyenne par voyage.

Dans l'ensemble, l'excédent commercial de la France avec le Royaume-Uni pour les services de voyage a augmenté de 176 % pour atteindre environ 6 milliards d'euros. Il s'agit de l'excédent commercial sectoriel le plus élevé de la France avec le Royaume-Uni dans le domaine des services.

En ce qui concerne les autres secteurs de services, la construction et les produits d'assurances/pensions ont également contribué à l'augmentation des exportations de la France vers le Royaume-Uni. Toutefois, cela peut refléter un certain effet prix, étant donné l'augmentation marquée des coûts de construction et des primes d'assurance pour les entreprises.

L'augmentation des importations en France en provenance du Royaume-Uni a également été soutenue par le secteur des assurances et des pensions, mais le secteur qui a le plus contribué à la hausse (un peu plus de la moitié) est de loin celui des « autres services aux entreprises » (en hausse de 31 %), qui comprend notamment la R&D, la comptabilité et le conseil. Ce secteur représentait un excédent commercial pour la France en 2022, mais il s'est transformé en un excédent important pour le Royaume-Uni en 2023. Les importations françaises ont également été soutenues par la propriété intellectuelle (en hausse de 54 %) et par les services informatiques et d'information (en hausse de 5 %).

La hausse des importations de services financiers a été plus limitée, mais ce secteur représente toujours le déficit commercial sectoriel le plus important de la France avec le Royaume-Uni (environ 4 milliards d'euros, contre 3 milliards d'euros en 2022). Le deuxième déficit le plus important est celui des services technologiques et de télécommunication (environ 2 milliards d'euros en 2023).

Ces évolutions confirment la force comparative de l'économie britannique dans les services aux entreprises (en particulier les services financiers) et dans le secteur numérique. En effet, même si la France reste la première destination des IDE en Europe pour la cinquième année consécutive en 2023 selon le baromètre de l'attractivité publié par EY, le Royaume-Uni attire toujours plus de projets dans les services financiers et le secteur numérique. La première place occupée par la France sur les projets d'IDE a été principalement portée par les secteurs industriels, notamment les services industriels (transports et entreposage, services aux entreprises).



Indications et perspectives pour 2024

En 2024, le commerce mondial devrait connaître une légère reprise. Il devrait être principalement alimenté par les biens, reflétant une reprise de la demande des consommateurs (due à la hausse des salaires réels), un renversement de la rotation des dépenses des biens vers les services et une certaine reconstitution des stocks par les entreprises après la récente vague de déstockage. Les premières données disponibles pour le premier trimestre 2024 sur le commerce des biens tendent à confirmer ces perspectives générales. Les exportations de biens ont bondi dans plusieurs économies tournées vers le commerce, comme Taïwan ou la Corée du Sud, une tendance favorisée par l'augmentation des investissements dans le secteur numérique, notamment grâce au développement de l'IA.





Cela dit, il y a aussi des risques à surveiller au cours des prochains trimestres. Les conflits géopolitiques pourraient entraîner des perturbations croissantes du commerce mondial, comme on le voit actuellement en mer Rouge. L'aggravation des tensions commerciales entre les économies développées et la Chine représente également un risque et ce sujet pourrait gagner en importance au cours de l'année, à l'approche des élections américaines. Néanmoins, pour l'instant, les perspectives restent plutôt positives malgré ces risques.

L'amélioration du commerce mondial, si elle se confirme, serait une bonne nouvelle pour les perspectives d'exportation des économies européennes, en particulier celles qui dépendent le plus du secteur industriel, comme l'Allemagne et l'Italie.

La France devrait bénéficier également d'une telle tendance. Les statistiques commerciales du premier trimestre sont relativement encourageantes : Les exportations françaises ont augmenté de 1,2 % en volume et de 0,7 % en valeur, soutenues par l'agroalimentaire, les équipements de transport et d'autres produits industriels tels que les produits chimiques et pharmaceutiques. Par ailleurs, les importations françaises ont augmenté de 0,4 % en volume (grâce au pétrole raffiné et au matériel de transport) mais ont diminué de 0,9 % en valeur, en raison de la baisse des prix.

Plus généralement, certaines tendances observées en 2023 devraient se prolonger en 2024. En effet, la production et les exportations de matériels de transport français restent très inférieures à leur niveau d'avant la pandémie, tant pour les véhicules automobiles que pour les avions. À titre d'illustration, la production d'avions (mesurée par l'indice de volume de la production industrielle) était encore inférieure de 25 % à son niveau prépandémique de 2019, tandis que les exportations (en valeur) étaient encore en baisse d'environ 13 %. Même s'il subsiste une certaine incertitude, la production et les exportations de matériels de transport peuvent encore se redresser, les contraintes d'approvisionnement continuant à se résorber.

Dans le domaine de l'énergie, les dernières tendances devraient également se poursuivre puisque le retour à la normale de la production française d'électricité d'origine nucléaire n'est pas attendu avant la fin de l'année 2024. À la fin du premier trimestre 2024, seules 38 des 56 centrales nucléaires étaient pleinement opérationnelles, 17 autres l'étant partiellement et l'une d'entre elles étant à l'arrêt. L'augmentation de la production d'électricité au cours de l'année devrait soutenir les exportations françaises d'énergie vers le Royaume-Uni et, à l'inverse, réduire les importations d'énergie.

Plus généralement, les niveaux plus élevés d'IDE en France, notamment pour les projets industriels, sont un facteur qui pourrait favoriser un excédent commercial plus important sur les biens dans les années à venir. Cela reflète les diverses mesures prises par le gouvernement français pour soutenir la réindustrialisation du pays, qui comprennent de multiples réductions d'impôts sur la production et des incitations récentes (via le projet de loi dit « industrie verte ») visant à encourager la création de nouveaux sites dans divers secteurs tels que l'hydrogène vert, les batteries, l'énergie éolienne, les pompes à chaleur et les panneaux solaires. Ces efforts devraient être renforcés par le gouvernement français dans les années à venir.



Au Royaume-Uni, il sera intéressant de suivre la politique industrielle du gouvernement qui sera mis en place après les élections générales prévues le 4 juillet. Par exemple, le parti travailliste a plaidé pour plus d'investissements dans la transition verte et pour la création d'une entreprise publique d'énergie propre. Cela dit, les contraintes budgétaires risquent de limiter la marge de manœuvre du prochain gouvernement.



En ce qui concerne les services de voyage, la bonne tenue des exportations de la France vers le Royaume-Uni observée en 2023 ne devrait pas se reproduire en 2024. En effet, la tendance à la normalisation postpandémique s'est déjà un peu essoufflée et au premier trimestre 2024, les nuitées hôtelières en France de la clientèle britannique n'ont progressé que d'environ 10 % par rapport au premier trimestre 2023. Certes, les Jeux olympiques de Paris pourraient donner un coup de pouce temporaire à l'été 2024, mais il convient de souligner qu'en 2023, les voyages des résidents britanniques ont également été soutenus par la Coupe du monde de rugby qui s'est déroulée en France.

Dans l'autre sens, les visites de résidents français au Royaume-Uni pourraient également continuer à augmenter mais le potentiel d'amélioration semble relativement limité. En effet, en 2023, ces visites n'ont baissé que de 3 % par rapport à leur niveau de 2019.

Pour les autres secteurs de services, les échanges commerciaux bilatéraux dans le secteur des assurances et des pensions pourraient rester dynamiques, stimulés par des primes d'assurance plus élevées. Cela refléterait certains effets secondaires liés à l'inflation passée, mais aussi des raisons plus structurelles telles que la fréquence accrue des catastrophes naturelles causées par le changement climatique. En revanche, dans le secteur de la construction, l'inflation des coûts de production a déjà nettement diminué, ce qui suggère que l'effet prix en 2024 sur les échanges commerciaux bilatéraux devrait être plus limité.

Enfin, la force comparative du Royaume-Uni par rapport à la France dans les services financiers et dans le secteur numérique ne devrait pas s'inverser en 2024. Certes, ces dernières années, la France a attiré davantage d'emplois dans le secteur financier, les grandes banques ayant choisi d'étendre leurs activités à Paris, à la suite de la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE. Toutefois, la City de Londres a conservé sa position de premier centre financier d'Europe.

Il est intéressant de noter que les régulateurs financiers de l'UE et du Royaume-Uni ont récemment repris des pourparlers en vue d'améliorer la coopération en matière de services financiers. Il est encore trop tôt pour envisager des discussions sur un meilleur accès de la City de Londres aux marchés financiers de l'UE, mais les deux blocs pourraient identifier les domaines dans lesquels ils peuvent travailler ensemble, tels que la stabilité financière, le développement de la finance verte ou l'impact de la transformation de l'IA. Une telle coopération accrue serait évidemment très bénéfique pour les échanges bilatéraux entre la France et le Royaume-Uni dans ce secteur.



Investissements directs étrangers en 2023

Les investissements directs étrangers (IDE) reflètent l'attractivité d'un pays en matière d'investissements étrangers.

Selon le rapport de la CNUCED sur les investissements dans le monde*, les IDE mondiaux ont chuté de 12 % en 2022 pour atteindre 1 300 milliards de dollars, principalement en raison des crises mondiales, notamment la guerre en Ukraine, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et l'envolée de la dette publique.

Cette baisse a été principalement ressentie dans les économies développées, l'Europe enregistrant un IDE négatif de 107 milliards de dollars. Toutefois, la France et le Royaume-Uni ont inversé cette tendance en enregistrant des investissements entrants positifs de 36,4 milliards de dollars et 14,1 milliards de dollars respectivement. Le Royaume-Uni a affiché des investissements à l'étranger de 129,6 milliards de dollars, en hausse de 53 % d'une année sur l'autre, tandis que les investissements à l'étranger de la France ont totalisé 48,0 milliards de dollars, en hausse de 7 %.

Dans l'étude "2024 Attractiveness Survey", publiée par EY**, qui établit un classement annuel des pays européens en fonction de leur capacité à attirer les IDE, la France se classe première pour la cinquième année consécutive, avec 1 194 projets d'IDE (-5 % par rapport à 2022), et le Royaume-Uni se classe deuxième avec 985 projets d'IDE, (+6 % par rapport à 2022). En termes de création d'emplois, les projets d'IDE ont créé plus de 52 000 nouveaux emplois au Royaume-Uni (+ 11 %) et près de 40 000 nouveaux emplois en France (+ 4 %).



Selon l'enquête, le moral des investisseurs en France reste relativement élevé, 76 % d'entre eux estimant que l'attractivité de la France s'améliorera au cours des trois prochaines années.

La France est la destination européenne la plus attractive pour les projets et les emplois industriels avec une position de leader dans 11 secteurs sur 15, dont l'automobile, l'équipement industriel, la logistique, les produits pharmaceutiques et l'électronique.

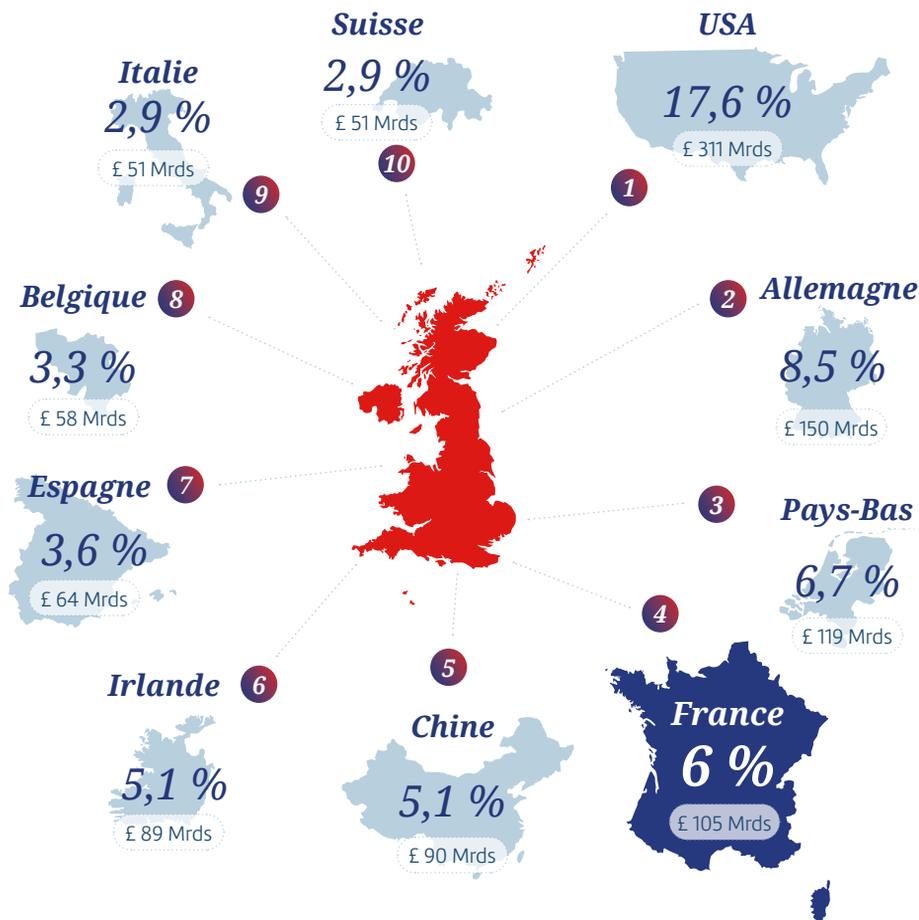
Au cours des cinq dernières années, c'est le Royaume-Uni qui a obtenu le plus grand nombre de nouveaux projets, grâce à la reprise des investissements dans les technologies avancées et à une croissance annuelle impressionnante dans des secteurs tels que les services aux entreprises. Cela se reflète dans la part croissante des services dans les exportations totales du Royaume-Uni.

* Rapport sur les investissements dans le monde du CNUCED, publié en juillet 2023 - <https://unctad.org/publication/world-investment-report-2023>

** 2024 Attractiveness Survey, publiée par EY - https://www.ey.com/en_uk/news/2024/05/uk-foreign-direct-investment-project-total-grows

La France, un partenaire commercial mondial de premier plan

Classement des partenaires commerciaux du Royaume-Uni

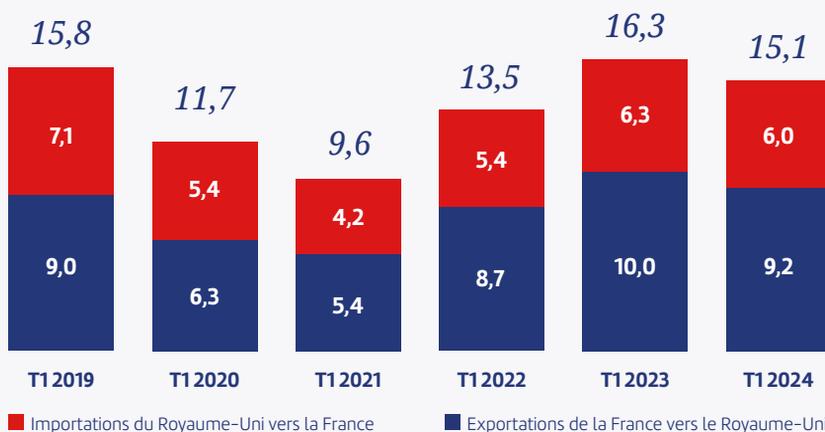


#4

La France est le quatrième partenaire commercial du Royaume-Uni et représente 6 % du commerce total du pays. En 2023, les échanges avec la France ayant augmenté de 11 % (en livres sterling) et ceux avec la Chine ayant baissé de 20 %, la France a retrouvé sa quatrième place.

T1 : Un début d'année 2024 timide pour les échanges de biens

Commerce de Biens au premier trimestre 2024 (en milliards de livres sterling)



Au cours du premier trimestre 2024, les échanges de biens ont reculé de 7 % en glissement annuel, les échanges d'énergie revenant à des niveaux plus normalisés. Hors énergie, les importations de biens du Royaume-Uni vers la France ont légèrement augmenté de 2 %, tandis que les exportations de la France vers le Royaume-Uni ont diminué de 9 %, plus particulièrement dans les segments des produits manufacturés divers (11 %), des produits chimiques (-13 %) et des machines et équipements de transport (-7 %). Néanmoins, les échanges dans ces segments peuvent être affectés par des mouvements importants et les données trimestrielles doivent être considérées avec prudence. Il reste à voir si ces chiffres reflètent un fléchissement temporaire ou une indication précoce d'un ralentissement dans ces secteurs.

Note : Les données ci-dessus ne donnent qu'une indication des perspectives pour 2024. L'ONS recommande de se concentrer sur les comparaisons d'une année sur l'autre.

Contributeurs

Rebecca Le Rouzic, *Economic Consultant and Writer*

Chantana Sam, *Economist, HSBC Continental Europe*

Présidé par

Olivier Campenon, *Chairman of the Cross-Channel Institute,*
CEO, Lefebvre Dalloz Group

Direction de la publication

Catherine Le Yaouanc, *General Manager, Franco-British Chamber*

Coordination

Jérôme TESTUT, *Head of Communications, Marketing & Partnerships,*
Franco-British Chamber

Le Baromètre des Relations Économiques Franco-Britanniques est une publication du Cross-Channel Institute, le think-tank de la Chambre franco-britannique.

Les opinions et interprétations contenues dans ce rapport sont exclusivement et uniquement celles de la Chambre de Commerce franco-britannique.

Cross-Channel Institute

c/o Franco-British Chamber
22 rue de Londres - 75009 Paris
+33 (0) 1 53 30 81 30
contact@crosschannelinstitute.com
www.crosschannelinstitute.com

Linkedin : Cross-Channel Institute
Twitter : @CrossCIstitute
Instagram : crosschannelinstitute
Facebook : Cross-Channel Institute